



Tous droits réservés

## DROIT PÉNAL

### Séance 3 - Le champ d'application de la loi pénale

I.	L'application de la loi pénale dans le temps.....	3
A)	La loi pénale de fond .....	3
1)	Le principe .....	3
2)	L'exception .....	4
a)	La loi pénale plus douce.....	5
b)	Les lois interprétatives .....	6
B)	La loi de forme.....	7
1)	Les principes à suivre.....	7
2)	L'application.....	8
II.	L'application de la loi pénale dans l'espace.....	8
A)	Les principes .....	8
1)	Le principe de territorialité de la loi pénale .....	8
2)	Le principe de personnalité de la loi pénale.....	9
3)	Le principe de la compétence universelle de la loi pénale .....	9
B)	L'application des principes .....	10
1)	Les infractions commises en France.....	10
2)	Les infractions commises hors du territoire de la République .....	11
3)	L'infraction réalisée par un ressortissant français.....	13
4)	L'infraction commise à l'encontre d'un français .....	13
5)	L'infraction commise par un étranger.....	14
6)	L'infraction portant atteinte à des intérêts supérieurs.....	15
a)	Portant atteinte à des intérêts supérieur français.....	15

- b) Portant atteinte aux intérêts supérieurs de la communauté internationale

15

La loi pénale peut seulement régir l'avenir.



**Définition :** L'application de la loi dans le temps connaît deux grands principes :

- la non-rétroactivité de la loi nouvelle plus sévère : non-rétroactivité *in pejus*
- la rétroactivité de la loi pénale plus douce : rétroactivité *in mitius*



**À retenir :** La loi pénale a vocation à s'appliquer à des faits commis sur le territoire français, mais aussi réalisés ou partiellement réalisés en dehors du territoire national.

## I. L'application de la loi pénale dans le temps

### A) La loi pénale de fond

#### 1) Le principe



**Définition :** La loi de fond définit une infraction qui impose une sanction.

Le texte régissant le principe applicable est **l'article 112-1 du Code pénal**, il dispose : « seuls sont punissables les faits constitutifs d'une infraction à la date à laquelle ils ont été commis » et « peuvent seules être prononcées les peines légalement applicables à la même date » : **c'est le principe de la non-rétroactivité de la loi nouvelle.**



**Définition :** L'article 112-1 du Code pénal interdit la rétroactivité d'une incrimination nouvelle et interdit de prononcer une peine non prévue au moment de la commission de l'infraction.



**À retenir :** Le principe de la non-rétroactivité de la loi pénale est le corolaire du principe de la légalité. Il représente une garantie pour la liberté des individus, contre un pouvoir arbitraire et une détention arbitraire qui ne bénéficierait pas d'une base normative antérieurement prévue à cet effet.

La loi qui crée une infraction, ou encore modifie une peine en l'aggravant ne s'appliquera pas aux procès en cours. Elle s'appliquera seulement aux faits commis postérieurement à son entrée en vigueur.



**Exemple :** La loi du 12 juin 2001, relative aux mouvements à caractère sectaire a abrogé l'article 313-4 du Code pénal, lequel réprimait l'abus de faiblesse, pour le déplacer en modifiant dans le nouvel article 223-15-2 du Code pénal. À la lecture du nouvel article, la Cour de cassation en a déduit que le texte supprimait la condition de contrainte et étendait le champ d'incrimination. La loi était donc plus sévère et ne pouvait pas être rétroactive (Cass crim. 23 juin 2009, n° 08-82411).



**À retenir :** Le principe de non-rétroactivité de la loi pénale s'applique aux lois pénales plus sévères, qui créent des infractions, modifient la définition en élargissant le champ d'application, ou augmentent une peine.

Ce principe possède une valeur constitutionnelle.

## 2) L'exception

## a) La loi pénale plus douce

**Question :** Que faut-il entendre par loi pénale plus douce ?

**L'article 112-1 alinéa 3** du Code pénal dispose « toutefois, les dispositions nouvelles s'appliquent aux infractions commises avant leur entrée en vigueur et n'ayant pas donné lieu à une condamnation passée en force de chose jugée, lorsqu'elles sont moins sévères que les dispositions anciennes » : **c'est le principe de rétroactivité *in mitius*.**



**À retenir :** Le principe de la rétroactivité de la loi pénale plus douce = le principe de la rétroactivité *in mitius*.

Selon ce principe, la loi nouvelle plus douce saisit les faits qui lui sont précédents, mais aussi l'ensemble des cas qui figurent en cours devant les juridictions.



**Attention :** La règle est admise devant les juridictions de premier et de second degré, ainsi que devant la Cour de cassation.

**Par exception** au principe, la loi pénale peut ainsi rétroagir sous deux conditions :

### **1- Une loi plus douce :**

Il peut s'agir d'une loi qui :

- Supprime une infraction,
- Transforme un crime en délit,
- Supprime une circonstance aggravante
- Diminue la peine encourue, sans pour autant changer la nature de l'infraction,
- celle qui rétrécit le champ d'incrimination (par exemple, la loi ajoute une condition afin que l'infraction soit caractérisée).

L'hypothèse particulière des lois mixtes : il peut arriver qu'une même loi contienne des dispositions plus sévères et plus douces à la fois.

Dans ce cas, il est possible de prendre à part chaque infraction et la soumettre au principe. S'il est impossible de dissocier les éléments du texte, le juge devra alors rechercher la caractéristique de la disposition principale et l'appliquer à l'ensemble du texte.

## **2- Les faits doivent avoir été commis avant l'entrée en vigueur de la loi nouvelle plus douce, et n'ont pas fait l'objet de condamnation devenue irrévocable.**

Si le jugement a acquis autorité de chose jugée, il ne pourra plus être remis en question, même si la loi nouvelle est plus douce.



**Définition :** Une décision est définitive lorsque toutes les voies de recours ont été exercées ou les délais pour le faire ont été épuisés, dépassés.



**À retenir :** L'article 112-4 du Code pénal alinéa 2 prévoit une exception. En effet, lorsque la loi nouvelle supprime une infraction pour laquelle la personne a été définitivement condamnée, la peine cesse de recevoir exécution.

### b) Les lois interprétatives

- **Les lois interprétatives :** dans certaines hypothèses, sans être spécialement plus douce, une loi n'aggrave pas le sort du délinquant et pourra alors rétroagir.



**Définition :** La loi interprétative précise seulement le sens et la portée d'une loi existante et qui est rétroactive par nature. Elle ne modifie pas la définition de l'incrimination et n'aggrave pas la peine encourue.

## B) La loi de forme



**Définition :** Les lois de forme sont essentiellement des lois de procédure (figurant dans le Code de procédure pénale). On y applique le principe d'application immédiate.

### 1) Les principes à suivre

Il est possible de faire appel à trois principes ici :

- **La rétroactivité de la loi nouvelle**

Dans ce cas, la loi nouvelle va venir abolir les effets procéduraux qui auront eu lieu selon la loi ancienne.



**À retenir :** Uniquement les procédures définitivement closes ne seront pas reprises par la loi nouvelle.

Dans ce cas, il est nécessaire de recommencer la procédure.

- **La survie de la loi ancienne**

La loi ancienne va pouvoir s'appliquer sans obstacle

- **L'effet immédiat de la loi nouvelle**

Dans cette situation : la loi ancienne et la loi nouvelle vont entrer en conflit puisque chacune va s'appliquer à différents moments. Notamment l'ancienne va conduire la procédure, dès lors que la loi nouvelle va entrer en vigueur elle trouvera à s'appliquer, mais sans remettre en considération les actes accomplis antérieurement.

## 2) L'application

**L'article 112-2 du Code pénal** dispose « Sont applicables immédiatement à la répression des infractions commises avant leur entrée en vigueur

1° les lois de compétences et d'organisation judiciaire, tant qu'un jugement au fond n'a pas été rendu en première instance »

Le principe de l'application immédiate de la loi s'impose également pour les lois de procédure *stricto sensu*.

Concernant les **lois relatives à l'exécution des peines**, l'**article 112-2-3** prohibe l'application directe des dispositions plus sévères concernant les lois relatives au régime de l'application ainsi que celles qui concernent le régime de l'exécution des peines.

De même, sont applicables immédiatement **les lois fixant les modalités de poursuites et les formes de la procédure et les lois relatives aux prescriptions non acquises** et à la prescription des peines.

## II. L'application de la loi pénale dans l'espace

### A) Les principes

#### 1) Le principe de territorialité de la loi pénale



**Définition :** La loi pénale s'applique : pour tous les délinquants, peu importe leur nationalité ou bien celle de leur victime. Dès lors que ceux-ci ont commis une infraction sur le territoire de l'État dans lequel la loi est en vigueur (**Art.113-2 du CP**).

Ce principe interdit qu'une même loi puisse avoir un effet à l'extérieur de ce territoire : c'est la souveraineté des États.





**Exemple :** Une infraction est commise par un ressortissant étranger, sur le territoire français, c'est la loi pénale française qui va s'appliquer, peu importe la nationalité du délinquant.

## 2) La personnalité de la loi pénale



**Définition :** Selon lui, la loi pénale trouve son application à l'égard de ses nationaux :

- l'auteur d'une infraction = personnalité active
- victimes = personnalité passive (**Art. 113-7 CP**).



**Attention :** S'ils sont auteurs de l'infraction :

En cas de crime, la loi pénale s'applique toujours.

En cas de délit, il est nécessaire que les faits soient punis par la législation du pays de la commission (**Art.113-6 CP**), ainsi qu'il y ait la plainte de la victime ou une dénonciation officielle des autorités du pays de commission de l'infraction (**Art. 113-8 CP**).

Ce principe s'emploie, quel que soit le lieu de l'infraction (en France ou à l'étranger).

## 3) La compétence universelle de la loi pénale



**Définition :** L'universalité du droit de punir prédomine sur tout autre débat. La justice du lieu de l'infraction est compétente pour statuer sur la culpabilité du délinquant. Peu importe sa nationalité, celle des victimes. De la même manière importe peu le lieu de l'infraction.

## B) L'application des principes

### 1) Les infractions commises en France

Il convient d'appliquer ici le principe de la territorialité : « La loi pénale française est applicable aux infractions commises sur le territoire de la République. L'infraction est réputée commise sur le territoire de la République dès lors que l'un de ses faits constitutifs a eu lieu sur ce territoire » (**art. 113-2 CP**).

Le territoire comprend :

- La métropole
- Les départements et régions d'outre-mer
- Les collectivités d'outre-mer
- Une collectivité aux statuts particuliers (la Nouvelle-Calédonie)

Ainsi que :

- L'espace maritime lié à l'État : bande côtière de 12 milles marin nommé : « mer territoriale ».
- L'espace aérien



**Attention :**

Il est possible que l'infraction soit dite éclatée dans

l'espace.



**Exemple :**

Une part de l'infraction a lieu en France et l'autre à l'étranger.

**Le droit indique :**

Selon l'**article 113-2 du Code pénal**, l'infraction est réputée commise sur le territoire dès lors qu'un de ses faits constitutifs a eu lieu sur ce territoire.

Tout crime ou tout délit réalisé au moyen d'un réseau de communication électronique, lorsqu'il est tenté ou commis au préjudice d'une personne physique résidant sur le territoire de la

République ou d'une personne morale dont le siège se situe sur le territoire de la République, est réputé commis sur le territoire de la République. **Art. 113-2-1 CP.**

De même, la loi pénale s'applique aux infractions commises à bord des navires battant un pavillon français ou à l'encontre de tels navires ou des personnes se trouvant à bord (à l'identique pour les aéronefs).

- Peu importe le lieu dans lequel se situait le navire ou l'aéronef au moment de l'infraction. (**Art.113-3 et 113-4 du Code pénal**)

La loi pénale française est compétente et applicable pour le complice resté en France d'un crime ou d'un délit commis à l'étranger (**Art.113-5 du Code pénal**) :

- Le crime ou le délit doit être puni par la loi française et la loi étrangère (s'il y a réciprocité).
- Le crime ou le délit doit avoir été constaté par une décision définitive de la juridiction étrangère.

## 2) Les infractions commises hors du territoire de la République

On applique ici **le principe de personnalité** soit :



**Définition :** La loi pénale s'étend toujours à l'égard de ses nationaux :

- S'ils sont l'auteur = personnalité active.
- S'ils sont victimes = personnalité passive.

L'**article 113-6 du Code pénal** dispose que la loi pénale française est applicable :

- Si l'infraction est commise à l'étranger par des Français :

Il s'agit de la **compétence personnelle active**.



**Attention :** Ce n'est possible que si la législation du pays étranger ne prévoit pas la répression de cette infraction

- Si l'infraction est commise à l'encontre d'un français

Il s'agit de la **compétence personnelle passive**. Cela s'applique à tous les crimes.

Pour un délit, il est nécessaire que les faits soient punis par la législation du pays de la commission (**Art.113-6 CP**), ainsi qu'il y ait une plainte de la victime ou une dénonciation officielle des autorités du pays de commission de l'infraction (**Art. 113-8 CP**).

De même, ce n'est possible qu'en cas où le pays étranger ne prévoit pas une répression pour l'infraction.

- Si l'infraction est commise par un étranger

« La loi pénale est applicable à tout crime ou tout délit puni d'au moins cinq ans d'emprisonnement, commis hors du territoire de la République par un étranger dont l'extradition a été refusée par les autorités françaises » (**art.113-8-2 CP**).

- Si l'infraction porte atteinte aux intérêts supérieurs français

Il s'agit de la **compétence réelle**. Si le crime ou le délit porte atteinte aux intérêts fondamentaux de la nation, la loi pénale française pourra s'appliquer (**Art. 113-8-10 CP**).

- Si l'infraction porte atteinte à la communauté internationale

Il s'agit de la **compétence universelle** :

Sont visés : « les actes de torture, les actes de terrorisme, les actions contre les installations nucléaires ou à l'aide de matière nucléaire, les actes portant atteinte à la sécurité de la navigation maritime, les actes dirigés contre la sécurité de l'aviation civile et la capture illicite

d'aéronefs, les actes illicites de violence dans les aéroports, la protection des intérêts financiers des Communautés européennes et la lutte contre la corruption impliquant des fonctionnaires « européens ». (**art.689-2 et s. du CPP**).

### 3) L'infraction réalisée par un ressortissant français

Sont concernées : tous les crimes et délits.



**Attention :** Pour les délits, il faut que les faits incriminés figurent aussi condamnables par la législation du pays où ils ont été commis (sauf lorsque la victime est française) (**Art.113-6 CP**). Autrement dit il y a une exigence de réciprocité.



**Attention :** Cette exigence de réciprocité ne s'applique pas :

- lorsque les faits répréhensibles peuvent caractériser un délit de participation à une activité mercenaire
- lorsque le délit concerne le clonage humain

La poursuite du délit ne peut se faire que sur requête du ministère public et précédée d'une plainte de la victime ou dénonciation officielle par l'autorité du pays dans lequel le fait a été commis.

Il n'est pas possible d'exercer des poursuites contre une personne, définitivement jugée à l'étranger et condamnée, pour les mêmes faits, que la peine a été subie ou prescrite : **le principe ne bis in idem**.

L'**article 113-13 du Code pénal** étend la compétence de la loi pénale dans le cas de la poursuite de certains faits commis à l'étranger susceptibles d'être qualifiés de terroristes.

### 4) L'infraction commise à l'encontre d'un français

Pour tous les crimes et les délits punis d'une peine d'emprisonnement.

Le principe de la compétence personnelle passive doit être entendu au sens strict.

Dans le cas d'une victime française, la réciprocité n'est pas exigée.

La poursuite ne peut être engagée que sur la requête du ministère public et lorsqu'elle est précédée de la plainte de la victime ou dénonciation officielle de l'autorité de la législation du pays dans lequel les faits ont été commis.

Par exception, selon l'**article 113-8-1 du Code pénal**, la plainte ou la dénonciation ne sont pas obligatoires dès lors que la poursuite se fait face à une juridiction pénale laquelle dispose d'une compétence territoriale concurrente et spécialisée qui s'étend sur le ressort de plusieurs tribunaux judiciaires ou sur l'ensemble du territoire.

De la même manière, il y a la nécessité de **respecter le principe ne bis in idem**.

### *5) L'infraction commise par un étranger*

« Sans préjudice de l'application des articles 113-6 à 113-8, la loi pénale française est également applicable à tout crime ou à tout délit puni d'au moins cinq ans d'emprisonnement commis hors du territoire de la République par un étranger dont l'extradition ou la remise a été refusée à l'État requérant par les autorités françaises aux motifs, soit que le fait à raison duquel l'extradition avait été demandée est puni d'une peine ou d'une mesure de sûreté contraire à l'ordre public français, soit que la personne réclamée aurait été jugée dans ledit État par un tribunal n'assurant pas les garanties fondamentales de procédure et de protection des droits de la défense, soit que le fait considéré revêt le caractère d'infraction politique, soit que l'extradition ou la remise serait susceptible d'avoir, pour la personne réclamée, des conséquences d'une gravité exceptionnelle en raison, notamment, de son âge ou de son état de santé » (**Art.113-8-2 CP**).

Le Code régleme les modalités de l'extradition dans un souci d'entraide.

L'extradition est notamment proscrite lorsqu'il existe un risque de danger pour la vie/traitements inhumains et dégradants dans le pays où le délinquant doit être extradé.

## 6) *L'infraction portant atteinte à des intérêts supérieurs*

### a) Portant atteinte à des intérêts supérieurs français

La loi pénale s'applique :

- aux crimes et délits qualifiés d'atteintes aux intérêts supérieurs de la Nation
- à la falsification et contrefaçon du sceau de l'État, pièce de monnaie, billets de banque ou d'effets publics
- tout crime ou délit contre les agents ou les locaux diplomatiques ou consulaires français commis hors du territoire de la République.



**Attention :** Aucune condition n'est sollicitée pour engager la compétence pénale du droit pénal français.

### b) Portant atteinte aux intérêts supérieurs de la communauté internationale



**Définition :** La compétence universelle se définit comme «un principe procédural ayant essentiellement pour objet de fixer la compétence des juridictions françaises et non une règle de fond tendant à attribuer compétence à la loi française<sup>1</sup> ». La compétence s'applique uniquement par une convention internationale et pour les infractions désignées par celle-ci.

---

<sup>1</sup>ANDREE Christophe, *Droit pénal spécial*, 2019, §44.



Exemple : Les actes de torture par la Convention de New York du  
10 décembre 1984